

France-Romainville: Miscellaneous furniture and equipment

OJ S 213/2019 05/11/2019

Contract notice

Supplies

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Romainville

National registration number: 219 300 639 000 16

Postal address: place de la Laïcité

Town: Romainville Cedex

NUTS code: FR106 Seine-Saint-Denis

Postal code: 93231

Country: France

Contact person: Direction de la commande publique et des affaires juridiques

E-mail: achats.publics@ville-romainville.fr

Telephone: +33 149209395

Internet address(es):

Main address: <http://Ville-romainville.fr>

Address of the buyer profile: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: [https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2019_0G6Upn1_0W)

[PCSLID=CSL_2019_0G6Upn1_0W](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2019_0G6Upn1_0W)

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2019_0G6Upn1_0W

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Conception, fourniture et installation de mobiliers horticoles (bacs, tables de culture, étagère à semis) pour les besoins de la Ville de Romainville — cité maraîchère

Reference number: 219039

II.1.2. Main CPV code

39150000 Miscellaneous furniture and equipment

II.1.3. Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

La présente consultation a pour objet la conception, la fourniture et la pose de mobilier horticole nécessaire au fonctionnement de la cité maraîchère, bâtiment d'agriculture urbaine à Romainville.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 400 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

39150000 Miscellaneous furniture and equipment, 39141000 Kitchen furniture and equipment, 39221000 Kitchen equipment

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR106 Seine-Saint-Denis

Main site or place of performance: Cité maraîchère, cité Marcel Cachin, Romainville.

II.2.4. Description of the procurement

La présente consultation a pour objet la conception, la fourniture et la pose de mobilier horticole nécessaire au fonctionnement de la cité maraîchère, bâtiment d'agriculture urbaine à Romainville.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Organigramme du projet / Weighting: 5

Quality criterion - Name: CV des principaux intervenants / Weighting: 5

Quality criterion - Name: Moyens matériels prévus / Weighting: 10

Quality criterion - Name: Planning, le phasage, la coordination des opérations et la méthodologie envisagée pour la réalisation des prestations / Weighting: 20

Quality criterion - Name: Gestion des déchets / Weighting: 5

Quality criterion - Name: Choix des matériaux / Weighting: 4

Quality criterion - Name: Délai de garantie du mobilier / Weighting: 7

Quality criterion - Name: Méthodologie d'intervention dans le cadre du service après-vente / Weighting: 4

Price - Weighting: 40

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 400 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 4

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11.

Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Variante obligatoire: il est prévu une variante obligatoire ayant le caractère de prestation alternative à l'offre dite «de base» à remettre simultanément à l'offre «de base». Variante libre: le soumissionnaire est également autorisé à proposer une variante libre à la condition qu'il ait proposé une offre «de base» accompagnée de la variante obligatoire alternative.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

En application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, les candidats doivent produire:

- formulaire DC1 ou lettre de candidature,
- déclaration sur l'honneur: le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-12 du code de la commande publique et aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. NOTA: le candidat peut utiliser la déclaration annexée au présent règlement de la consultation (annexe 1). Attention, le pouvoir adjudicateur rappelle que la signature d'une telle déclaration est obligatoire,
- redressement judiciaire: le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire,
- engagement juridique des opérateurs invoqués à l'appui de la candidature: pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution de l'accord-cadre, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique,
- le(s) pouvoir(s) habilitant le signataire à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement,
- extrait K bis.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

- déclaration de chiffre d'affaires: déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles,
- attestation d'assurance: déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
- déclaration d'effectifs: déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années,
- références de service similaires: présentation d'une liste des principaux services/fournitures /travaux effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,

- titre d'études et titres professionnels: indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services/fournitures/travaux de même nature que celle du marché,
- liste des moyens techniques: déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- certificats de qualifications professionnelles: la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

Conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du code la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement. En complément du présent CCAP, l'acte d'engagement détermine le droit à l'avance, le montant de l'avance et le délai de paiement de l'avance. Le taux de l'avance est fixé à 5 %. Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. Le pouvoir adjudicateur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire couvrira la totalité du montant de l'avance. Les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont de 30 jours.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 11/12/2019 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 11/12/2019 Local time: 13:00

Place:

Hôtel de Ville.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Montreuil

Postal address: 7 rue Catherine Puig

Town: Montreuil

Postal code: 93558

Country: France

E-mail: Greffes.ta-montreuil@juradm.fr

Telephone: +33 149202000

Internet address: <http://Montreuil.tribunal-administratif.fr/>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Tout recours gracieux peut être adressé à la Ville dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification d'une décision. Dans les conditions fixées par le Code de justice administrative français (CJA), peuvent être formés devant le tribunal administratif de Montreuil:

— un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (art. L. 551-1 CJA),

— un recours en excès de pouvoir formé contre une décision, dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (art. R. 421-1 CJA) ou à partir d'une décision implicite de rejet (art. R. 421-1 CJA),

— un recours de plein contentieux contre une décision de rejet d'une demande préalable et, en cas de décision expresse de rejet, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification de cette décision (art. R. 421-3 CJA). Des délais supplémentaires de distance s'ajoutent au délai de 2 mois dans les cas prévus à l'article R. 421-7 CJA,

— pour les concurrents évincés et après la signature du contrat, un recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité en application de l'arrêt du Conseil d'État, n° 291545, 16.7.2007, société Tropic Travaux Signalisation,

— pour les tiers susceptibles d'être lésés dans leurs intérêts de façon suffisamment directe et certaine par la décision de refus de résiliation d'un contrat, un recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la décision rejetant leur demande de résiliation, en application de l'arrêt du Conseil d'État, n° 398445, 30.6.2017. Le code de justice administrative français est consultable sur le site officiel «Legifrance — le service public de la diffusion du droit»: <http://www.legifrance.gouv.fr> — Le recours peut être formé par courrier adressé au tribunal administratif de Montreuil, sis 7 rue Catherine Puig, 93100 Montreuil ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

VI.5. Date of dispatch of this notice

31/10/2019